

Déclaration de la FSU CTSD du 14 mai 2020

La FSU regrette que cette instance sur « la présentation du plan de reprise d'activités du premier degré dans le département de la Loire. » se tienne alors même que la reprise et la réouverture des écoles a déjà eu lieu. C'est faire bien peu de cas des échanges qui pourraient avoir lieu lors de ce CTSD et des multiples réponses urgentes que nous attendions. Notre organisation syndicale a déjà dû « réclamer » la tenue de GT et CHSCTD qui n'avaient pas été prévus.

Pour la FSU, le retour en présentiel dans les écoles et établissements devait être soumis à un ensemble de critères sanitaires nationaux stricts, déterminant l'ouverture ou non, et prescrivant les conditions pratiques d'organisation. De ce point de vue, l'existence du document intitulé « protocole sanitaire » est un point d'appui important. Elle regrette cependant qu'il ne soit pas mieux articulé avec la problématique des différentes responsabilités et, notamment, l'obligation pour l'employeur public d'agir pour assurer la santé et la sécurité des personnels au travail.

La cacophonie dans la communication préparatoire ne fait qu'ajouter confusion et insécurité et signe le décalage toujours plus important entre le ministère et le terrain. Le « on est prêt ! » qui s'affiche dans les médias, encore une fois, rend bien amers les enseignants : pourquoi toujours tout faire dans la précipitation ? Il faut du temps pour préparer les locaux, les classes, s'assurer des personnels présents, organiser les services, informer les parents, s'organiser avec les mairies, harmoniser sur les communes ...

Cette urgence à vouloir à tout prix ouvrir aussi vite dans les écoles, dès le 11 mai, a conduit à un grand stress, à d'inévitables oublis, erreurs, inexactitudes, voire même des contradictions entre les services ministériels et départementaux, des points semblaient restés volontairement flous : sur les ASA, les décharges de direction par exemple.

Nous avons, encore à ce jour, alors que les élèves et les enseignants sont présents dans les classes, des points urgents à éclaircir :

- La situation des directeurs en difficulté, souvent dans les petites structures où le personnel en présentiel est faible. Le ministre a parlé de décharge supplémentaire, même si vous avez annoncé au CHSCT d'hier que les moyens en remplacement n'étaient pas suffisants, ils doivent être aidés.
- Le déploiement de personnels en renfort sur les sites où le présentiel n'est pas assez important. Qui est en renfort ? Où ? Quand ?
- La situation des petites écoles qui de fait ont peu d'enseignants et sont tous en présentiel à temps plein, comment les aider à assurer le distanciel pour les élèves non accueillis ? Ils ne peuvent cumuler les deux situations mais quelles solutions leur sont données ?
- L'attente de matériel de protection sur les sites : nombre insuffisant de masques adultes, pas de gel hydroalcoolique pour les adultes, pas de produit désinfectant pour les adultes partageant inévitablement le téléphone, les ordinateurs, pas de thermomètres. Les mairies sont appelées par les équipes à dépanner pour parer à la pénurie. En cas de manque flagrant de matériel, nous demandons que la DSDEN donne des garanties aux équipes pour intervenir et acter la non-ouverture temporaire de l'école (en communiquant avec le maire et les parents).
- L'inquiétude bien légitime de tous les personnels (AESH et PE) qui travaillent auprès de certains enfants ou adolescents en situation de handicap pour lesquels une protection renforcée est nécessaire.
- Des personnels sont contraints d'abandonner leur mission, n'étant pas en charge de classe, ont ils été recensés et sollicités pour venir en renfort dans les écoles en tension ?

- Comment et quelles possibilités pour interpeller psychologue scolaire, médecin scolaire, infirmière scolaire si besoin ? Aucune info ne nous est parvenue.
- Les IEN ont appelé les personnels à temps partiel afin qu'ils soient tous présents le lundi 11 mai, or ils n'ont pas de possibilité de faire d'échanges de service. Quelle compensation ?
- Comment est il possible que les directeurs aient pu gérer l'ouverture des écoles quand elles sont sur plusieurs sites ? (RPI, gros regroupements)

Les efforts, déployés par tous les personnels présents depuis le 11 mai, préparant depuis le 4 mai cette reprise sans relâche, déployés par les directeurs qui sont en première ligne, les équipes ont permis la reprise à marche forcée que souhaitait le gouvernement. Il y a urgence à régler les problèmes en court.

Il y aura également très vite à anticiper pour la rentrée de septembre puisque cette situation d'épidémie révèle et renforce les inégalités sociales et scolaires qui sont aussi le fruit de politiques éducatives successives pour le mieux insuffisantes, pour le pire de nature à accompagner les politiques d'austérité et la FSU rappelle qu'il nous faudra investir dans l'école pour plus d'enseignants, pour des classes moins chargées, pour des professionnels de la santé et du social, des personnels d'administration, d'inspection et d'encadrement en nombre suffisant.